

chute de la domination capitaliste ».

En 1910, à Copenhague, on confirma la résolution précédente surtout pour ce qui regarde le strict devoir des élus socialistes de refuser tous les crédits de guerre.

Finalement, comme on le sait, pendant la guerre des Balkans et devant le danger imminent d'une conflagration mondiale surgissant de cette poudrière de l'Europe — aujourd'hui les poudrières se sont multipliées à l'infini — un congrès spécial tenu à Bâle en novembre 1912 rédirigea le célèbre manifeste qui en reprenant toutes les affirmations de Stuttgart et de Copenhague, flétrissait la future guerre européenne comme « criminelle » et comme « réactionnaire » pour tous les gouvernements et ne pouvant qu'« accélérer la chute du capitalisme en provoquant inmanquablement la révolution prolétarienne ».

Mais le manifeste tout en affirmant que la guerre qui menaçait était une guerre de rapines, une guerre impérialiste pour tous les belligérants et qu'elle devait conduire à la révolution prolétarienne, s'efforçait avant tout de démontrer que cette guerre imminente ne pouvait être justifiée par l'ombre d'un intérêt de défense nationale. Cela signifiait implicitement que l'on admettait qu'en régime capitaliste et en pleine expansion impérialiste pouvaient exister des cas de participation justifiée à une guerre de « défense nationale » de la classe exploitée.

Deux ans après éclatait la guerre impérialiste et avec elle l'effondrement de la II<sup>e</sup> Internationale. Cette débâcle était la conséquence directe des équivoques et des contradictions insurmontables contenues dans toutes ses résolutions. Plus particulièrement l'interdiction de voter les crédits de guerre ne résolvait pas le problème de « la défense du pays » devant l'attaque d'un pays « agresseur ». C'est par cette brèche que se rua toute la meute des chauvins et des opportunistes. « L'Union Sacrée » était scellée sur l'effondrement de l'entente de classe internationale des travailleurs.

Comme nous l'avons vu pour la seconde Internationale, si on regarde superficiellement le langage de ses résolutions, elle aurait adopté envers la guerre

non seulement une position de principe et de classe, mais aussi aurait donné des moyens pratiques en arrivant jusqu'à la formulation, plus ou moins explicite de la transformation de la guerre impérialiste en révolution prolétarienne. Mais si l'on va au fond des choses, on constate que la seconde internationale dans son ensemble, tout en posant le problème de la guerre l'a résolu d'une façon formaliste et simpliste. Elle dénonça la guerre avant tout pour ses horreurs et atrocités, parce que le prolétariat devait fournir la chair à canon aux classes dominantes. L'antimilitarisme de la seconde internationale eut une forme purement négative et fut laissé presque exclusivement à la jeunesse socialiste et dans certains pays avec l'hostilité manifeste du parti lui-même.

Aucun parti, excepté les bolchéviques pendant la révolution russe de 1904-05, n'ont pratiqué ou même envisagé la possibilité d'un travail illégal systématique dans l'armée. On s'est borné à des manifestes ou à des journaux contre la guerre et contre l'armée au service du capital, que l'on collait sur les murs ou que l'on distribuait à la rentrée des classes, en invitant les ouvriers à se rappeler que malgré l'uniforme de soldat ils devaient rester des prolétaires. Devant l'insuffisance et la stérilité de ce travail Hervé eut beau jeu, surtout dans les pays latins, avec sa démagogie verbale du « drapeau dans le fumier » et en propageant la désertion, le rejet des armes et le fameux « tirer sur vos officiers ».

En Italie — où seul exemple dans la II<sup>e</sup> Internationale le parti socialiste devait en octobre 1912 protester par une grève générale de 24 heures contre une expédition coloniale, celle de la Tripolitaine — un jeune ouvrier, Masetti, sut être conséquent avec les suggestions de Hervé et soldat à Boulogne tira sur son colonel pendant les exercices militaires. C'est l'unique fait positif de toute la comédie hervéiste.

Moins d'un mois après, le 4 août, momentanément ignoré des masses ouvrières englouties dans le carnage, le manifeste du Comité Central bolchévik relevait le drapeau de la continuité de la lutte ouvrière avec ses affirmations historiques : la transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile.

La révolution d'Octobre était en marche.  
Gatto MAMONNE

## Les fondements de la production et de la distribution communistes (1)

### LA COMPTABILITE COMME MOYEN DE FIXER LES RESULTATS DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION

Dans l'entreprise capitaliste, la comptabilité est destinée à donner à l'entrepreneur une idée nette des résultats de l'ensemble des opérations qui se rattachent à l'objet de son exploitation. Elle lui permet de déterminer s'il travaille à perte ou s'il a réalisé quelque profit. En outre, elle lui permet de reconstituer les mouvements de son entreprise. Comme un film, elle fait se dérouler devant ses yeux les divers stades dans lesquels se décompose la vie de son entreprise.

Dans l'entreprise communiste, la comptabilité doit aussi jouer un rôle analogue. Elle doit également donner une registration précise du mouvement des marchandises. Elle enregistre tout ce qui entre dans le cycle de production en tant que moyens de production, matières premières et aussi ce qui en sort en tant que produits finis. De même, elle inscrit la quantité de travail vivant qui a dû être dépensé pour que la transformation de moyens de production et de matières premières en produits finis ait pu s'accomplir.

Dès que des marchandises entrent dans ou sortent d'une entreprise pour rentrer dans une autre, il s'établit des relations entre les entreprises, dont les produits circulent de l'une à l'autre. Dans la production capitaliste, cette circulation aboutit à des règlements de compte se réduisant alors à de simples transcriptions dans les livres. Leichter est d'avis qu'il faudra laisser à l'expérience le soin de déterminer auquel de ces moyens il faudra avoir recours dans le communisme. Il est évident que la pratique aura, en la matière, son mot à dire, mais nous est avis que tout règlement de compte, d'entreprise à entreprise, s'effectuant sans intermédiaires, donc en argent-heures de travail, doit être rejeté en principe. Tous les règlements de compte entre entrepri-

ses devraient se faire à l'aide de virements effectifs à un office central des comptes. De cette façon, et de cette façon seulement, l'ensemble des règlements se trouvera être enregistré et la société aura devant elle dans sa comptabilité sociale la photographie comptable de l'ensemble de la vie économique. Tout règlement de compte s'effectuant à l'insu de l'office central des comptes ne pourrait que fausser cette image.

Il est important aussi d'insister sur les changements quant au fond et à la forme de la comptabilité telle qu'elle se présente dans l'entreprise communiste par rapport au capitalisme. Les livres comptables capitalistes voyent s'aligner face à face les « recettes » et les « dépenses ». Il est clair que dans l'entreprise communiste, il ne s'agit pas de « recettes » ni de « dépenses ». Le communisme crée un ordre juridique nouveau. Les entreprises, pas plus que les produits finis n'y sont la propriété de personne, ils appartiennent à la collectivité. L'organisation d'une entreprise ne fait que les « gérer au nom de la collectivité. L'entreprise est autorisée à parler de biens qu'elle « retire » de la collectivité et d'autres qu'elle « remet » à la collectivité, mais ces biens ne peuvent pas être considérés comme des « recettes » ou des « dépenses » qui deviennent ou qui cessent d'être la propriété de l'entreprise étant donné qu'il s'agit toujours et partout de biens collectifs.

Pas plus que l'entreprise communiste ne connaît de « recettes » et de « dépenses » elle ne peut faire de « profits » ou de « pertes ». Profits et pertes expriment les résultats du travail humain dans une entreprise fonctionnant sur la base de la recherche du rapport du capital. Le but d'une pareille entreprise est de retirer des excédents sur l'ensemble des frais de production et qui constituent le bénéfice du capitaliste. Comme en régime communiste il n'y a pas d'exploitation, il ne peut y avoir de bénéfice ni de profit. L'entreprise communiste ignore donc le taux de rendement du capital. Cela ne veut pas dire qu'elle doit ignorer le degré de rationalité du travail. Il se pourrait

(1) Voir le commencement de ce résumé dans les « Bilan » n. 19 et 20.